



Code de courtier : _____

Code de Représentant : _____

Numéro de compte : _____

Demande d'adhésion compte d'épargne libre d'impôt autogéré

1. CATÉGORIE DE COMPTE

Compte d'épargne libre d'impôt autogéré

Transfert interne du compte : _____ au compte _____

2. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU TITULAIRE (OBLIGATOIRE)

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Dr.

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Téléphone (résidence) : _____ Téléphone (bureau) : _____ Cellulaire : _____

Date de naissance : _____ Numéro d'assurance sociale : _____

AAAA/MM/JJ

3. DÉSIGNATION TITULAIRE REMPLAÇANT ET DE BÉNÉFICIAIRE (APPLICABLE DANS TOUTES LES PROVINCES EXCEPTÉ LA PROVINCE DE QUÉBEC)

3.1. Advenant mon décès, je désigne par la présente mon conjoint*, si ce dernier est vivant au moment de mon décès, à titre de titulaire remplaçant de ce compte d'épargne libre d'impôt (CELI) pour acquérir tous les droits que j'ai à titre de titulaire dudit compte. Je me réserve le droit de révoquer cette désignation.

Nom du conjoint : _____ Numéro d'assurance sociale du conjoint : _____

** Le terme conjoint désigne une personne reconnue comme votre conjoint ou conjoint de fait aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada). La personne que vous désignez à titre de titulaire remplaçant doit être votre conjoint au moment de votre décès.*

3.2. Advenant que le titulaire remplaçant que j'ai désigné à la section 3.1 décède avant moi ou que je n'ai pas nommé de titulaire remplaçant à la section 3.1, je désigne par la présente la personne suivante à titre de bénéficiaire désigné ayant droit au produit de ce CELI advenant mon décès. Je me réserve le droit de révoquer cette désignation.

Premier Bénéficiaire

Prénom : _____ Nom : _____

Numéro d'assurance sociale : _____ Allocation : _____% Lien avec le titulaire : _____

Second Bénéficiaire (si applicable)

Prénom : _____ Nom : _____

Numéro d'assurance sociale : _____ Allocation : _____% Lien avec le titulaire : _____

En l'absence d'un bénéficiaire désigné ou d'un titulaire remplaçant, le produit de ce compte CELI sera versé à votre succession.

Avertissement applicable dans toutes les provinces excepté la province de Québec :

- La validité d'une désignation de bénéficiaire ou de titulaire remplaçant est sujette aux lois de la juridiction dans laquelle vous résidez autorisant la dite désignation autrement que par le biais d'un testament.
- Votre désignation d'un titulaire remplaçant et/ou d'un bénéficiaire pour ce CELI par le biais de ce formulaire de désignation ne sera pas révoquée ou modifiée automatiquement suite à tout mariage ou divorce futur. Si vous désirez modifier votre titulaire remplaçant ou bénéficiaire advenant un mariage ou divorce futur, vous devrez remplir une nouvelle désignation.

4. ACCORD DU TITULAIRE

- ☐ J'autorise que les frais annuels pour le CELI soient déduits de mes comptes.
- ☐ Je reconnais avoir reçu et lu une copie des annexes pertinentes.

Je demande que la Canada Trust Company (le «Fiduciaire») fasse un choix auprès du Ministère du Revenu national afin de demander l'enregistrement de la présente entente comme CELI sous la section 146.2 de la Loi de l'impôt sur le revenu. Je certifie que j'ai lu, compris et convenu de me conformer aux termes et conditions de la Déclaration de fiducie et je comprends que le «Fiduciaire» demandera l'enregistrement du compte.

Je reconnais que je suis l'unique responsable pour déterminer le montant constituant ma cotisation maximale permise ; et que je suis conscient des conséquences fiscales à l'égard des montants excédentaires par année tels que définis dans la législation applicable ; et que je suis conscient des conséquences fiscales à l'égard de l'acquisition de placements non admissibles.

Je reconnais être responsable d'aviser le «Fiduciaire» si je suis considéré comme non résident du Canada.

Je comprends que la déclaration de l'âge comme énoncée dans la présente représente une certification de ma part et dégage toute responsabilité du «Fiduciaire»/agent à l'égard de toute question qui découle d'une déclaration erronée ainsi donnée par moi en vertu de la présente demande.

X _____ Date : _____
Signature du titulaire AAAA/MM/JJ

Nom du Représentant

X _____ Date : _____
Signature du Représentant AAAA/MM/JJ

**COMPTE D'ÉPARGNE LIBRE D'IMPÔT AUTOGÉRÉ
DE SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.
DÉCLARATION DE FIDUCIE**

La Société Canada Trust, une société de fiducie issue d'une fusion sous le régime des lois du Canada (le « fiduciaire »), déclare par les présentes qu'elle accepte le mandat de fiduciaire pour la personne désignée dans la demande d'adhésion (la « demande d'adhésion ») figurant au recto (le « titulaire ») et relative au *compte d'épargne libre d'impôt autogéré* (le « compte ») de Services en placements PEAK inc. (le « mandataire ») sous réserve des modalités suivantes :

1. **ENREGISTREMENT** : À condition que le titulaire ait atteint l'âge de la majorité, le fiduciaire fera, en la forme et de la manière prescrites par la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)* (la « Loi ») et toute loi fiscale provinciale relative aux comptes d'épargne libre d'impôt que le titulaire peut préciser de temps à autre par écrit (la Loi et la loi fiscale provinciale en question étant collectivement désignées, dans les présentes, les « lois fiscales pertinentes »), une demande d'enregistrement de l'arrangement régi par la présente déclaration de fiducie à titre de compte d'épargne libre d'impôt inscrit sous le numéro d'assurance sociale du titulaire. Plus précisément, l'arrangement conclu avec un titulaire qui n'est pas âgé d'au moins 18 ans ne peut être un arrangement admissible, au sens du paragraphe 146.2(1) de la Loi, susceptible d'être enregistré à titre de compte d'épargne libre d'impôt.
2. **ÉPOUX ET CONJOINT DE FAIT** : Dans la présente déclaration de fiducie ou dans la demande d'adhésion, « conjoint » s'entend de l'époux ou du conjoint de fait.
3. **TITULAIRE REMPLAÇANT** : Dans la présente déclaration de fiducie ou dans la demande d'adhésion, « titulaire remplaçant » s'entend du survivant, au sens du paragraphe 146.2(1) de la Loi, qui, immédiatement avant le décès du titulaire, était son conjoint.
4. **TITULAIRE** : Dans la présente déclaration de fiducie ou dans la demande d'adhésion, « titulaire », « demandeur » ou « titulaire du compte » s'entend du titulaire ou du titulaire remplaçant.
5. **COMPTE** : Le fiduciaire doit gérer le compte au profit exclusif et au nom du titulaire, et tenir un relevé de toutes les cotisations versées au compte et de toutes les opérations de placement réalisées conformément aux directives du titulaire.
6. **COTISATIONS** : Seul le titulaire peut verser des cotisations au compte, et le fiduciaire accepte seulement les paiements en espèces et les autres transferts de biens qu'il juge acceptables conformément aux exigences minimales de cotisation prévues dans la demande d'adhésion ou tout autre avis prévu aux présentes ou autrement. Les cotisations et le revenu qui en découle constituent une fiducie qui doit être utilisée, investie et détenue sous réserve des modalités des présentes. Il incombe au titulaire de veiller à ce que les cotisations ne dépassent pas le maximum prescrit par les lois fiscales pertinentes.
7. **PLACEMENT** : Les cotisations au compte sont investies et réinvesties par le fiduciaire, selon les directives du titulaire, dans les placements que le fiduciaire met à la disposition du titulaire de temps à autre, à condition que ces placements constituent des placements admissibles pour des comptes d'épargne libre d'impôt. Le fiduciaire peut, sans y être tenu, exiger que ces directives lui soient remises par écrit.

En l'absence de directives du titulaire quant au placement de l'encaisse du compte, le cas échéant, le fiduciaire accordera des intérêts sur cette encaisse au taux et au moment qu'il peut fixer à son gré. Le titulaire reconnaît que le fiduciaire peut investir et réinvestir cette encaisse dans son compte garanti.

8. **DISTRIBUTIONS** : Sous réserve des modalités du placement, le titulaire peut demander que le fiduciaire lui verse la totalité ou une partie de l'actif détenu dans le compte en règlement de la totalité ou d'une partie de la participation du titulaire dans le compte (une « distribution »). Nonobstant les modalités du placement et toute limite relative à la fréquence des distributions ou exigence de distribution minimale prévue dans la demande d'adhésion ou tout autre avis prévu aux présentes, le fiduciaire peut effectuer des distributions pour réduire l'impôt payable par ailleurs par le titulaire du fait de cotisations excédentaires contraires aux lois fiscales pertinentes. Une personne qui n'est ni le titulaire ni le fiduciaire ne peut avoir de droits sur le compte relatifs au montant et au calendrier des distributions.
9. **TRANSFERTS DANS UN AUTRE COMPTE** : La totalité ou une partie des biens détenus dans le compte peut être transférée dans un autre compte d'épargne libre d'impôt du titulaire. Le fiduciaire peut liquider tout placement détenu dans le compte, dans la mesure jugée nécessaire au transfert des sommes demandées, sous réserve des modalités du placement.

La totalité ou une partie des biens détenus dans le compte peut être transférée à un compte d'épargne libre d'impôt du conjoint ou de l'ancien conjoint lorsque le conjoint ou l'ancien conjoint vit séparé du titulaire et que le transfert est effectué aux termes de l'ordonnance ou du jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'un accord de séparation écrit relatif au partage des biens effectué dans le but de régler les droits découlant de leur mariage ou de leur union de fait, ou de la rupture du mariage ou de l'union de fait. Le fiduciaire peut liquider tout placement détenu dans le compte, dans la mesure jugée nécessaire au transfert des sommes demandées.

10. **TRANSFERTS DANS LE COMPTE** : Des biens détenus dans un autre compte d'épargne libre d'impôt du titulaire ou du conjoint ou de l'ancien conjoint du titulaire peuvent être transférés dans le compte lorsque :

- a) le conjoint ou l'ancien conjoint vit séparé du titulaire et que le transfert a lieu aux termes de l'ordonnance ou du jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'un accord de séparation écrit relatif au partage des biens effectué dans le but de régler les droits découlant de leur mariage ou de leur union de fait, ou de la rupture du mariage ou de l'union de fait ;
- b) le titulaire est le survivant du conjoint et le transfert a lieu par suite d'une cotisation exclue, au sens du paragraphe 207.01(1) de la Loi.

11. **DÈCÈS DU TITULAIRE** : Advenant le décès du titulaire qui a validement désigné un titulaire remplaçant (et que le titulaire est domicilié dans un territoire où, conformément à la désignation du fiduciaire, un titulaire de compte d'épargne libre d'impôt peut validement désigner un titulaire remplaçant), le titulaire remplaçant subroge le titulaire. Si, au décès du titulaire, il n'existe aucun titulaire remplaçant ou qu'aucun n'a été désigné, le fiduciaire réalise la participation du titulaire dans le compte sur réception d'une preuve satisfaisante du décès. Après déduction de toutes les charges fiscales (s'il y a lieu) ou autres qui doivent être retenues, le produit de cette réalisation sera versé par le fiduciaire à la succession ou au bénéficiaire désigné du titulaire (lorsque le titulaire est domicilié dans un territoire où, conformément à la désignation du fiduciaire, un titulaire de compte d'épargne libre d'impôt peut validement désigner un bénéficiaire), selon le cas, dès que les quittances et autres documents qui doivent être produits ou dont la production est conseillée par les avocats du fiduciaire auront été remis au fiduciaire.

Si plus d'une désignation a été faite, le fiduciaire effectue le versement conformément au document en sa possession portant la date de signature la plus récente.

12. **PROPRIÉTÉ** : Le fiduciaire doit détenir tout placement en son propre nom, au nom d'un propriétaire apparent, au nom du porteur ou au nom de toute autre personne qu'il peut préciser. Le fiduciaire peut habituellement exercer le pouvoir d'un propriétaire en ce qui concerne tous les biens qu'il détient pour le compte, y compris le droit de voter ou d'accorder des procurations à l'égard de ces biens et de verser toute cotisation, tout impôt ou toute charge relativement à ces biens ou encore au revenu ou aux gains qui en découlent.

13. **DÉLÉGATION** :

- a) Le titulaire autorise le fiduciaire à s'acquitter des fonctions et responsabilités suivantes du fiduciaire, lesquelles peuvent être déléguées au mandataire par le fiduciaire :
 - (i) recevoir les cotisations et les transferts du titulaire dans le compte ;
 - (ii) effectuer des distributions et des transferts à partir du compte ;
 - (iii) investir et réinvestir dans le compte conformément aux directives du titulaire ;
 - (iv) veiller à la garde de l'actif constituant le compte ;
 - (v) tenir le compte ;
 - (vi) fournir au titulaire des relevés de son compte ;
 - (vii) s'acquitter des autres fonctions et responsabilités du fiduciaire que peut déterminer le fiduciaire de temps à autre conformément aux dispositions des lois fiscales pertinentes.
- b) La responsabilité ultime de l'administration du compte aux termes de la présente déclaration de fiducie incombe toutefois au fiduciaire. Le titulaire autorise également le fiduciaire, qui peut se prévaloir de cette autorisation, à verser au mandataire la totalité ou une partie des honoraires versés par le titulaire au fiduciaire en vertu des présentes et à rembourser le mandataire des frais remboursables entraînés par l'exécution des fonctions et attributions que le fiduciaire lui aura confiées, selon l'entente intervenue entre le mandataire et le fiduciaire. Dans la mesure applicable, le titulaire reconnaît que le mandataire peut recevoir les commissions de courtage habituelles à l'égard des opérations de placement et de réinvestissement qu'il aura traitées.

14. **FRAIS ET HONORAIRES DU FIDUCIAIRE** : Le fiduciaire a droit aux frais et honoraires raisonnables qu'il peut fixer de temps à autre à l'égard du compte et au remboursement des dépenses et débours qu'il aura raisonnablement engagés en exerçant ses fonctions en vertu des présentes. À moins d'être versés directement au fiduciaire, ces honoraires et autres frais, ainsi que la taxe sur les produits et services et autres taxes et impôts qui s'y appliquent, sont portés au débit de l'actif du compte de la manière déterminée par le fiduciaire, lequel peut réaliser l'actif du compte, à son entière discrétion, pour acquitter ces honoraires et autres frais. Cette réalisation se fait au(x) prix déterminé(s) par le fiduciaire ou le mandataire à son gré, et ni le fiduciaire ni le mandataire ne sont responsables des pertes occasionnées par cette réalisation. Par dérogation à ce qui précède, le fiduciaire n'a pas le droit de porter au débit ni de déduire de l'actif du compte les frais, taxes et impôts ou pénalités imposés au fiduciaire en vertu des lois fiscales pertinentes.

15. **MODIFICATION** : Le fiduciaire peut modifier la présente déclaration de fiducie de temps à autre, à son gré, avec le consentement des autorités chargées d'administrer les lois fiscales pertinentes s'il y a lieu, et :

- a) sans préavis, à la condition que la modification ait pour but de satisfaire à des exigences imposées par les lois fiscales pertinentes ou que, à la date d'entrée en vigueur, la modification n'ait pas, de l'avis du fiduciaire, une incidence défavorable sur les droits du titulaire en vertu du compte ;
 - b) dans tous les autres cas, moyennant un préavis de 30 jours au titulaire ;
- par contre, la modification ne doit pas avoir pour effet de rendre le compte inadmissible à titre de compte d'épargne libre d'impôt au sens des lois fiscales pertinentes.

16. **AVIS** : Tout avis donné par le fiduciaire au titulaire est suffisamment donné s'il est posté, port payé, au titulaire à l'adresse indiquée sur la demande d'adhésion ou à toute nouvelle adresse dont le titulaire aura avisé le fiduciaire ; l'avis est réputé avoir été donné le jour de l'envoi.

17. **RESPONSABILITÉ** : Le fiduciaire agit avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve une personne raisonnablement prudente afin de réduire au minimum la possibilité que le compte détienne un placement non admissible au sens du paragraphe 207.01(1) de la Loi. Par dérogation à ce qui précède, le fiduciaire n'est pas tenu de déterminer si un placement effectué selon les directives du titulaire est ou demeure un placement admissible aux fins d'un compte d'épargne libre d'impôt, ou s'il constitue un placement interdit au sens du paragraphe 207.01(1) de la Loi. Le fiduciaire ne saurait être tenu de payer quelque impôt à payer du titulaire à l'égard d'un placement non admissible ou d'un placement interdit (au sens du paragraphe 207.01(1) de la Loi) effectué par le titulaire ou par la fiducie constituée par les présentes. Par ailleurs, le fiduciaire n'est pas responsable de l'exécution, de la garde ou de la vente de tout placement ou réinvestissement prévu aux présentes, ni de toute perte ou diminution de l'actif constituant le compte.

Le titulaire et ses successeurs, liquidateurs ou exécuteurs testamentaires et administrateurs s'engagent en tout temps à indemniser le fiduciaire à l'égard de tous les impôts, de toutes les contributions ou de tous les autres frais prélevés ou imposés par tout organisme gouvernemental à l'égard du compte.

Le fiduciaire n'est pas redevable des impôts, contributions ou autres frais prélevés ou imposés par tout organisme gouvernemental à l'égard du compte, ni des pertes subies par le compte ou par le titulaire ou tout bénéficiaire désigné aux fins du compte du fait que le titulaire cesse d'être un résident du Canada pour les besoins de l'impôt.

Le fiduciaire et le mandataire ont le droit d'agir sur la foi d'un acte, d'un certificat, d'un avis ou d'un autre document écrit qu'ils estiment véridique et signé ou présenté par la personne autorisée, et ils sont entièrement protégés lorsqu'ils le font. Le fiduciaire et le mandataire n'ont pas à effectuer d'enquête ou de recherche à l'égard du contenu de ces écrits, mais sont autorisés à accepter ceux-ci comme preuve concluante de la vérité et de l'exactitude de leur contenu.

Advenant la fermeture du compte et la distribution du produit, le fiduciaire est libéré de toutes nouvelles responsabilités et obligations liées aux présentes.

Sauf disposition contraire des présentes, le fiduciaire n'est pas responsable des pertes subies par le compte ou par le titulaire ou tout bénéficiaire désigné aux fins du compte, à moins qu'elles soient imputables à la négligence, à l'inconduite délibérée ou au manque de bonne foi du fiduciaire.

18. **PREUVE D'ÂGE** : La date de naissance du titulaire indiquée sur la demande d'adhésion constitue l'attestation du titulaire et son engagement à fournir, s'il y a lieu, toute preuve d'âge supplémentaire.

19. **AUCUN AVANTAGE** : Le titulaire ou une personne avec qui il a un lien de dépendance ne peut recevoir un avantage au sens du paragraphe 207.01(1) de la Loi.

20. **GARANTIE DE PRÊT** : Le titulaire qui utilise sa participation dans le compte ou ses droits sur le compte à titre de garantie d'un prêt ou d'une autre dette doit s'assurer, d'une part, que les modalités du prêt ou de la dette sont telles qu'elles auraient été acceptées par des personnes n'ayant entre elles aucun lien de dépendance et, d'autre part, que l'on peut raisonnablement établir que le titulaire ne cherche pas de la sorte à faire profiter une autre personne ou une société de personnes du fait qu'un montant visé par le compte est exonéré d'impôt.

21. **PRÊTS** : Il est interdit au fiduciaire d'emprunter de l'argent ou des biens aux fins du compte.

22. **REMPLACEMENT DU FIDUCIAIRE** : Le fiduciaire peut résigner ses fonctions moyennant un préavis écrit d'au moins 30 jours signifié au mandataire ou sans délai lorsque le mandataire est incapable, pour une raison ou une autre, d'exercer les fonctions de mandataire conformément à la présente déclaration. D'autre part, le mandataire peut destituer le fiduciaire du compte, moyennant un préavis écrit d'au moins 90 jours signifié au fiduciaire ou sans délai lorsque le fiduciaire est incapable, pour une raison ou une autre, d'exercer les fonctions de fiduciaire en vertu des présentes, à condition d'avoir désigné par écrit un fiduciaire remplaçant. Si le mandataire n'a pas désigné de fiduciaire remplaçant dans les 60 jours suivant la réception de l'avis de la démission du fiduciaire, celui-ci peut nommer le fiduciaire remplaçant. Dans les 90 jours suivant sa désignation, le fiduciaire remplaçant en avise par écrit le titulaire. Il a les mêmes pouvoirs, droits et obligations que le fiduciaire. Ce dernier signe et délivre au fiduciaire remplaçant tous les actes de cession, de transfert et de translation nécessaires ou souhaitables pour donner effet à la désignation du fiduciaire remplaçant. Le fiduciaire remplaçant est une société résidente au Canada autorisée, en vertu des lois de la province de résidence du titulaire (indiquée sur la demande d'adhésion), à exercer ses fonctions et responsabilités de fiduciaire en vertu du compte. Sous réserve des exigences de l'Agence du revenu du Canada, toute société résultant d'une fusion, d'une consolidation ou d'un regroupement auquel le fiduciaire est partie ou qui acquiert la totalité ou la presque totalité des activités du fiduciaire relevant strictement de la fiducie constitue le fiduciaire remplaçant en vertu des présentes sans qu'il faille signer un autre instrument ou document, exception faite d'un avis au mandataire et au titulaire.

23. **CESSION PAR LE MANDATAIRE** : Le mandataire peut céder ses droits et obligations en vertu des présentes à toute autre société résidente du Canada approuvée par l'Agence du revenu du Canada et toute autre autorité compétente, et autorisée à assumer et à remplir les obligations du mandataire en vertu du compte ; la société en question signe toute entente nécessaire ou souhaitable en vue de la prise en charge de ces droits et obligations, et la cession est assujettie au consentement écrit préalable du fiduciaire, qui ne doit pas le refuser sans motif valable.

24. **HÉRITIERS, LIQUIDATEURS, EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES ET AYANTS DROIT** : Les modalités de la présente déclaration de fiducie lient les héritiers, le liquidateur ou l'exécuteur testamentaire, les administrateurs successoraux et les ayants droit du titulaire, de même que les successeurs et ayants droit respectifs du fiduciaire et du mandataire.

25. **INTERPRÉTATION** : La présente déclaration de fiducie est régie par les lois de l'Ontario, par les lois fiscales pertinentes et par toute autre loi applicable du Canada, et est interprétée en conséquence.

[CELI autogéré – TFSA-S-00022 –le 16 décembre 2013]